

VACCIN CONTRE LA GRIPPE A À SIDI-BEL-ABBÈS

Plus de 300 000 personnes à risque

La DSP (la direction de la santé et de la population) de Sidi-Bel-Abbès a dernièrement réceptionné, nous indique-t-on, une partie de son quota de vaccins contre la grippe A.

Cette vaccination, déclare nos sources, touchera, selon les estimations faites, plus de 300 000 personnes à risque sans parler du reste des populations à savoir le personnel de la santé, les corps constitués, les femmes enceintes, l'entourage des enfants âgés de moins de 6 mois, les malades chroniques et les personnes âgées de 6 à 24 ans. La campagne s'étalera sur une période de cinq mois. Il est à noter que la wilaya de Sidi-Bel-Abbès a, depuis août dernier, enregistré plus d'une vingtaine de cas fortement suspects de grippe A, et ces chiffres ne concernent que les personnes qui soit ont été orientées ou soit se sont spontanément présentées à l'hôpi-

tal de référence avec des syndromes grippaux s'apparentant à ceux de la grippe A. La plupart des cas se

sont avérés négatifs suite aux résultats des analyses faites par l'institut Pasteur (Alger) à l'exception de 3 dans la daïra de Telagh qui ont été confirmés. Leur prise en charge médicale a permis leur rétablissement. A signaler aussi qu'aucun

décès dû à la grippe A n'a été enregistré à Sidi-Bel-Abbès, les deux décès signalés au niveau du CHU de Sidi-Bel-Abbès, il y a quelques jours, ont finalement été attribués à d'autres causes.

A. M.

1 200 ménages raccordés au gaz de ville dans le sud de la wilaya

Mardi dernier, 1 200 ménages des localités de Dhaya (Telagh) et de Oued Sebaâ (Ras El-Ma) ont enfin été raccordés au gaz de ville. Dans la première localité, la mise en service du réseau du gaz de ville concerne quelque 700 ménages et dans la deuxième 500.

Cette mise en service coïncide, heureusement, avec le début de la saison hivernale fort rigoureuse dans le sud de la wilaya, notamment pour Dhaya, une région enclavée et située à 1 000 m d'altitude, connue pour ses chutes de neige

abondantes qui ne facilitent pas le quotidien de ces populations avec la navette de bouteilles de gaz, leur pénurie et autres désagréments.

Prochainement, ce sera la localité de Mezaourou qui sera concernée par une opération de mise en service du gaz de ville. Ainsi, les quatre communes que compte la daïra de Telagh seront raccordées au gaz de ville et les habitants pourront ranger dans les remises leurs bouteilles de gaz.

A. M.

BOUIRA

La radio régionale souffle sa première bougie

Après 12 mois d'existence sur la scène médiatique locale, la radio régionale de Bouira a soufflé sa première bougie.

La cérémonie, festive, s'est tenue au niveau de la maison de la culture de Bouira. Etaient présents sur le plateau, autour du wali, les responsables de l'exécutif de la wilaya, ainsi que de nombreux invités, parmi lesquels des responsables de certains titres de la presse écrite, les directeurs des radios régionales de M'sila, Sétif et Soummam et, enfin, des correspondants de la presse locale et divers responsables locaux. Ce plateau a été organisé dans le cadre de l'émission

hebdomadaire Forum, où la radio locale a pour habitude d'inviter, des responsables en charge de divers secteurs d'activité, pour répondre aux questions des journalistes et des auditeurs.

Pour la circonstance, les responsables de la radio ont fait de ce «forum» particulier une tribune pour l'ensemble de l'exécutif afin de s'adresser aux auditeurs de Bouira, sur des questions liées aux perspectives à moyen et long termes du développement de la wilaya dans le cadre du plan quinquennal 2010-2014. Notons qu'avant cette émission, les directeurs de l'exécutif ont eu à présenter un bilan concernant les réalisations de leurs secteurs respectifs pour l'exerci-

ce 2009. Des bilans tous qualifiés de positifs et augurant un avenir radieux pour le développement de la région. Les intervenants n'ont pas manqué de souligner l'apport de la presse écrite et de la radio pour donner un souffle nouveau aux différents projets mis en œuvre à travers la wilaya.

Par ailleurs, toujours sous le signe de la commémoration du premier anniversaire de la radio de Bouira, les responsables ont organisé un gala artistique, dans la même enceinte, avec la participation de la troupe du ballet national et de plusieurs chanteurs de la wilaya et des différentes régions du pays.

Amine Han

DJELFA

Kasse Kaddour (RND) nouveau sénateur

Avec 20 communes sur 36 et une majorité relative à l'APW, le RND était déjà favori. Son candidat, M. Kasse Kaddour (élu à l'APC de Djelfa), a remporté largement ces élections avec 179 voix (16 bulletins nuls et 2 absents) sur un électorat de 395.

Son dauphin, M. El-Heddi Smaïel (FLN) a été crédité de 148 voix. Ce dernier a longuement cru en ses chances et a beaucoup compté sur les mécontents du RND et sur quelques dissidents du PRA, mais le parti d'Ouyahia s'est montré très solidaire avec son candidat et n'a perdu que de rares voix.

Le candidat indépendant, M. Hamrouche Mohamed, complète le podium avec 34 voix. M. Jaballah Brahim, candidat du nouveau mouvement (Daâwa wa Taghyir) n'a récolté que 13 voix. Hamas, avec seulement 4 voix, perd du terrain et se voit reléguer à la dernière place. Signalons que le dépouillement a eu lieu en présence du wali, du président de l'APW, du Drag, dans une salle comble.

Bekaï Bensaïd

AÏN-TÉMOUCHENT

Formation en informatique pour les enseignants

La direction de l'éducation de la wilaya de Aïn-Témouchent a programmé pour les enseignants du cycle primaire des différents établissements scolaires de la wilaya des cycles de formation en informatique, et ce, pour permettre à cette catégorie d'éducateurs d'être à niveau avec leurs pairs des autres paliers de l'éducation.

Dans ce registre, on apprend que quelque 700 enseignants ont suivi une formation accélérée de deux jours (20 et 21 décembre) à travers quatre circonscriptions bien choisies.

Les deuxième et troisième périodes qui sont quelque peu plus longues que la première, puisqu'elles seront étalées respectivement sur 5 et 10 jours, sont prévues par les responsables de l'éducation pour les mois de mars et juillet prochains et concerneront 500 enseignants.

La formation en informatique est assurée par huit ingénieurs de la spécialité qui veilleront à initier aux instituteurs des différentes écoles de la wilaya la manière de se servir de l'outil informatique, matière indispensable dans les programmes de la réforme du système éducation. A noter que les centres de formation choisis pour cette formation continue sont implantés dans les lycées de Aïn-Tolba, Hassi-El-Ghella, Aïn-El-Arba et Béni-Saf.

S. B.

Publicité

MISE AU POINT

Votre honorable quotidien a bien aimablement publié le 16.12.2009 l'opposition par laquelle, nous, locataires du Centre familial de Ben Aknoun (ci-joint la liste complète des locataires signataires), avons considéré «comme nulles et de nul effet toutes transactions visant le transfert de propriété des logements que nous occupons en tant que locataires de bonne foi, ainsi que leurs terrains d'assiette, leurs extensions et leurs servitudes (chemins d'accès, parkings, aires de jeux et de repos, buanderies...)». Nous avons considéré de même «ces opérations comme contraires aux lois en vigueur» et demandé aux autorités concernées «de prendre acte de notre opposition.»

Nous avons bien pris connaissance du texte intitulé «Réponse à Opposition» publié par *Le Soir d'Algérie* le 20.12.2009. Dans ce texte le Directeur du Centre familial de Ben Aknoun s'est cru permis, en termes très peu civilisés, de s'attaquer à la quasi-totalité des locataires.

Ceux-ci tiennent à apporter les précisions suivantes:

1- Nous, locataires qui défendons nos droits et la dignité de nos familles, ne sommes nullement impressionnés par les propos du Directeur du Centre familial, qui ne constituent en fait qu'un avis personnel, car aucune prérogative ne lui a été dévolue pour se substituer au directeur général de la CNAS, seul habilité à s'exprimer en vertu des pouvoirs qui lui sont dévolus par les textes.

Par conséquent, les propos de M. le Directeur du Centre familial ne peuvent en aucun cas constituer une réponse.

2- Ce dernier, pratiquant la vieille et vaine tactique de la division, classe dans son écrit les locataires en deux catégories : les «bénéficiaires légaux» et un «groupe d'individus mal-intentionnés».

Nous, locataires du Centre familial, rappelons sereinement à M. le Directeur du Centre qu'aucun locataire n'a squatté les lieux, ni n'est entré par effraction dans leurs logements. Ils détiennent tous, sans aucune exception, des titres d'occupation et payent régulièrement leurs loyers et charges à l'établissement, en contrepartie de reçus de loyers et d'attestations d'occupation qui leur sont régulièrement et en cas de besoin remis par l'Etablissement, et dont beaucoup d'entre elles ont été signées de la propre main de M. le directeur du Centre familial.

Quant au caractère illégal que l'administration gérante du Centre veut attribuer à la présence de dizaines de locataires de bonne foi au centre, nous rappelons simplement que les ordonnances en Référé rendues en faveur des locataires par le Tribunal de Bir-Mourad Raïs constituent la meilleure réponse, même si la direction du Centre a cru bien faire en suspendant, manu militari et sans aucun écrit, le versement des loyers pour certains et en transformant ces loyers en simples «participations aux charges» pour d'autres, espérant par là transformer des logements occupés depuis trois décennies par des locataires, en logements d'astreinte : On imagine aisément que ce tour de passe-passe ouvrira la voie à l'expulsion dramatique pure et simple de dizaines de familles.

3- La quasi-totalité des locataires, qui ont signifié leur opposition à voir leurs logements faire l'objet d'un quelconque transfert de propriété, entendent continuer à défendre avec détermination leurs droits par tous les moyens légaux.

Ces locataires, dont un bon nombre de cadres retraités, signifient sereinement au directeur du centre, que son statut de simple chef d'établissement sous tutelle le met à l'abri de ce genre de conflit et lui recommandent par contre de s'occuper des différents volets de la gestion du centre tels que la terrible dégradation de la magnifique forêt, la protection de plusieurs espèces végétales en voie d'extinction et plantées dans cette forêt, l'entretien des infrastructures, le ramassage des ordures ménagères...

Les locataires du Centre familial veulent que la force des lois de la République, et la seule force de ces lois s'applique dans le conflit qui les oppose à la CNAS, et surtout pas la loi de la force, mère de toutes les injustices.